

RCS : LAVAL

Code greffe : 5301

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LAVAL atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2008 B 00061

Numéro SIREN : 502 260 276

Nom ou dénomination : 3 RIVIERES

Ce dépôt a été enregistré le 18/07/2018 sous le numéro de dépôt 2962

3 RIVIERES

RUE ALBERT EINSTEIN
PARC TERTIAIRE TECHNOLIS
53810 CHANGE

AGENCE IMMOBILIERE
COMPTES ANNUELS
au 31 décembre 2017



BILAN ACTIF

	Brut	Amort./Provis.	Net au 31/12/2017	Net au 31/12/2016
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial (1)	487 937		487 937	487 937
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	156 614	110 337	46 277	43 862
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	5 769		5 769	5 769
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	650 319	110 337	539 982	537 568
ACTIF CIRCULANT				
Avances et acomptes versés	700		700	2 929
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	22 457	560	21 897	26 927
Créances diverses	165 764		165 764	125 537
Disponibilités	479 713		479 713	263 605
Charges constatées d'avance (3)	5 640		5 640	8 491
TOTAL ACTIF CIRCULANT	674 273	560	673 714	427 490
TOTAL ACTIF	1 324 593	110 897	1 213 696	965 058
(1) Dont droit au bail			111 000	111 000
(2) Dont à plus d'un an (brut)			90 118	71 248

BILAN PASSIF

	Net au 31/12/2017	Net au 31/12/2016
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	187 000	187 000
Réserve légale	18 700	18 700
Autres réserves	337 298	337 298
Report à nouveau	-123 236	-157 326
<i>Résultat de l'exercice</i>	134 857	34 090
TOTAL CAPITAUX PROPRES	554 619	419 762
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	18 099	33 145
Emprunts et dettes financières divers	120 000	120 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	286 545	204 750
Dettes fiscales et sociales	72 652	76 378
Autres dettes	161 781	111 024
TOTAL DETTES (1)	659 077	545 296

TOTAL PASSIF	1 213 696	965 058
(1) Dont dettes à plus d'un an	2 618	138 070
(1) Dont dettes à moins d'un an	656 459	407 225

COMPTE DE RÉSULTAT

	Du 01/01/2017 au 31/12/2017 (12 mois)	Du 01/01/2016 au 31/12/2016 (12 mois)	Variation	
			Montant	%
Produits d'exploitation				
Production vendue : services	1 263 294	1 188 343	74 951	6,31
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	1 263 294	1 188 343	74 951	6,31
Autres produits d'exploitation				
Reprises / Amort. et Provis. transferts de charge	10 487	10 223	263	2,58
Autres produits	3	11	-7	-68,59
Total des produits d'exploitation	1 273 784	1 198 577	75 207	6,27
Charges d'exploitation				
Autres achats et charges externes	551 056	529 847	21 209	4,00
Impôts, taxes et versements assimilés	13 589	15 166	-1 577	-10,40
Salaires et traitements	437 572	481 628	-44 056	-9,15
Charges sociales	122 682	132 144	-9 462	-7,16
Dotations aux amortissements s/ immobilisation	11 676	15 262	-3 586	-23,49
Dotations aux provisions sur actif circulant	560	441	119	26,91
Autres charges	725	376	349	92,67
Total des charges d'exploitation	1 137 860	1 174 865	-37 005	-3,15
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	135 924	23 712	112 212	473,22
Produits financiers				
Autres intérêts et produits assimilés	2	1	1	109,71
Total des produits financiers	2	1	1	109,71
Charges financières				
Intérêts et charges assimilées	720	1 138	-418	-36,74
Total des charges financières	720	1 138	-418	-36,74
RÉSULTAT FINANCIER	-718	-1 137	419	36,87
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	135 206	22 575	112 631	498,92

COMPTE DE RÉSULTAT

	Du 01/01/2017 au 31/12/2017 (12 mois)	Du 01/01/2016 au 31/12/2016 (12 mois)	Variation	
			Montant	%
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	135 206	22 575	112 631	498,92
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels s/ opérations de gestion		11 667	-11 667	-100,00
Reprises sur provisions et transfert de charges		10 319	-10 319	-100,00
Total des produits exceptionnels		21 985	-21 985	-100,00
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles s/ opérations de gestio	223	10 470	-10 248	-97,87
Charges exceptionnelles s/ opérations en capital	126		126	
Total des charges exceptionnelles	349	10 470	-10 122	-96,67
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-349	11 515	-11 863	-103,03
TOTAL DES PRODUITS	1 273 786	1 220 563	53 223	4,36
TOTAL DES CHARGES	1 138 929	1 186 474	-47 545	-4,01
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	134 857	34 090	100 768	295,60

ANNEXE

■ INTRODUCTION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2017, dont le total est de 1.213.696 Euros et au compte de résultat de l'exercice, dont le total des produits est de 1.273.786 Euros et dégagant un bénéfice de 134.857 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Les notes ou les tableaux ci-après font partie des comptes annuels.

■ RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis en respectant les principes généraux suivants :

- Image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité
- Régularité, sincérité
- Prudence
- Permanence des méthodes

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués par référence à la méthode des coûts historiques.

Les modes et méthodes d'évaluations spécifiques à divers postes des comptes annuels sont décrits ci-après.

Valeurs immobilisées

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et selon les options figurant sous le tableau « Etat de l'actif immobilisé ». Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

L'amortissement économique a été calculé selon les modalités spécifiées pour chacune des catégories sous le tableau « Etat des amortissements ».

En cas d'utilisation de mode ou durée différent sur le plan fiscal, le complément de dotations est porté en amortissement dérogatoire.

Les éléments de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

En application des dispositions de l'article 214-3 du PCG, il résulte un changement de la réglementation en matière d'amortissements des fonds commerciaux depuis le 1er janvier 2016. L'évaluation du fonds de commerce n'a pas généré d'écriture d'amortissements sur l'exercice.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances et les dettes en monnaies étrangères ont été converties et comptabilisées sur la base du dernier cours du change précédant la date de clôture de l'exercice.

Valeurs mobilières de placement

Les titres cotés ou non cotés sont comptabilisés au prix d'achat.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte, non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise, mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leur montant.

Les comptes annuels ont été établis conformément au règlement ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au Plan comptable général homologué par l'arrêté du 26 décembre 2016.

ANNEXE

■ ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

	Valeur au début de l'exercice	Augmentations Acquisitions	Cessions ou mises au rebut	Virement poste à poste	Valeur brute en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Autres postes	487 937				487 937
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	487 937				487 937
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Installations générales	86 532	11 301	12 742		85 091
Matériel de transport	10 273				10 273
Matériel de bureau et informatique, mobilier	61 844	4 003	4 597		61 250
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	158 648	15 305	17 339		156 614
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
Prêts et autres immobilisations financières	5 769				5 769
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	5 769				5 769
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	652 354	15 305	17 339		650 319

ANNEXE

■ ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

	Valeur au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Installations générales	47 482	8 904	11 528	44 857
Matériel de transport	10 273			10 273
Matériel de bureau, informatique et mobilier	57 031	2 773	4 597	55 207
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	114 786	11 676	16 125	110 337
TOTAL DES AMORTISSEMENTS	114 786	11 676	16 125	110 337

Méthodes et durées d'amortissements pratiqués sur les biens neufs :

Poste	Mode d'amortissement	Durée
Autres immobilisations incorporelles :	Consommation temps	sur 1 ans
Installations générales :	Consommation temps	de 5 à 10 ans
Matériel de transport :	Consommation temps	sur 4 ans
Matériel de bureau, informatique et mobilier :	Consommation temps	de 3 à 5 ans

■ ÉTAT DES PROVISIONS

	Montant au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRECIATION				
Comptes clients	441	560	441	560
PROVISIONS POUR DÉPRECIATION	441	560	441	560
TOTAL DES PROVISIONS	441	560	441	560

Dont dotations et reprises d'exploitation

560

441

ANNEXE

■ ÉTAT DES ÉCHEANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ÉTAT DES CRÉANCES			
Actif immobilisé			
Autres immobilisations financières	5 769		5 769
Actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	672	672	
Autres créances clients	21 785	21 785	
Etat - Impôts sur les bénéfices	115 556	25 438	90 118
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	46 292	46 292	
Débiteurs divers	3 916	3 916	
Charges constatées d'avance	5 640	5 640	
TOTAL DES CRÉANCES	199 629	103 743	95 887

	Montant brut	A 1 an au plus	A + 1 an, 5 ans au +	A plus de 5 ans
ÉTAT DES DETTES				
Empr. & dettes / étab. de crédit à plus d'1 an (1)	18 099	15 481	2 618	
Fournisseurs et comptes rattachés	286 545	286 545		
Personnel et comptes rattachés	11 863	11 863		
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	31 131	31 131		
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	22 840	22 840		
Etat - Autres impôts, taxes et assimilés	6 818	6 818		
Groupe et associés	120 000	120 000		
Autres dettes	161 781	161 781		
TOTAL DES DETTES	659 077	656 459	2 618	

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

15 046

■ PRODUITS À RECEVOIR

	Montant
Autres créances	5 914
TOTAL DES PRODUITS À RECEVOIR	5 914

ANNEXE

■ CHARGES À PAYER

	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 140
Dettes fiscales et sociales	21 668
TOTAL DES CHARGES À PAYER	54 809

■ CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montant
Charges constatées d'avance	
Charges d'exploitation	5 640
TOTAL DES CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	5 640

■ ENGAGEMENTS FINANCIERS

	Engagements donnés
Au profit de	
-	CREDIT AGRICOLE
Intérêts à échoir	324
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNÉS	324

ANNEXE

■ DETTES GARANTIES PAR DES SURETÉS RÉELLES

	Montant
Emprunts à 2 ans maximum	18 099
TOTAL DES DETTES GARANTIES	18 099

NOTE RELATIVE A L'UTILISATION DU CICE (article 244 quater du CGI)

1 - Calcul du CICE

Millésime du CICE	2015	2016	
Montant du CICE de l'entité	23 836,00	24 854,00	25 438,00
Imputation sur l'IS dû	23 836,00	24 854,00	25 438,00

2 - Suivi flux de trésorerie correspondants et de leurs affectations

Exercice comptable	du		01/01/2015	01/01/2016	01/01/2017
	au		31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017
	date du flux de trésorerie	Millésime CICE	Montant	Montant	Montant
Imputation sur l'impôt sur les sociétés	31/12/2015	2015	23 836,00	23 836,00	
Imputation sur l'impôt sur les sociétés	31/12/2016	2016	24 854,00	24 854,00	
Imputation sur l'impôt sur les sociétés	31/12/2017	2017	25 438,00		25 438,00

Montant impactant la trésorerie de l'exercice	23 836	24 854,00	25 438
--	---------------	------------------	---------------

Somme(s) ayant permis d'améliorer la compétitivité de l'entreprise par le financement

- de la reconstitution du fond de roulement	23 836,00	24 854,00	25 438,00
---	-----------	-----------	-----------

Montant employé à l'amélioration de la compétitivité	23 836	24 854,00	25 438
---	---------------	------------------	---------------

Observations

Les résultats de la société ont été négatifs sur les exercices 2012, 2013 et 2014. Le CICE a permis de reconstituer une partie du fond de roulement et de réduire le solde du report à nouveau déficitaire, dans l'attente de pouvoir rétablir les équilibres financiers de la société.

L'évolution favorable de l'activité économique et des résultats financiers positifs permettront à 3 RIVIERES de pouvoir réinvestir dans l'amélioration et le développement des moyens de production.

3 RIVIERES

Société par actions simplifiée au capital de 187.000 euros
Siège social : Rue Albert Einstein, Parc Tertiaire Technopolis - 53810 CHANGE
502 260 276 RCS LAVAL

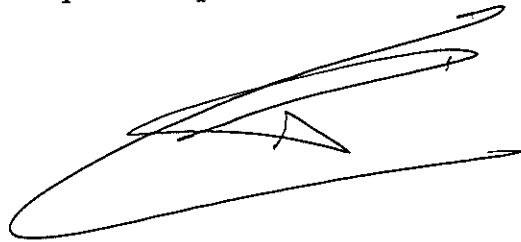
Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017, soumise et votée par l'Associé unique le 14 juin 2018 :

DEUXIEME DECISION

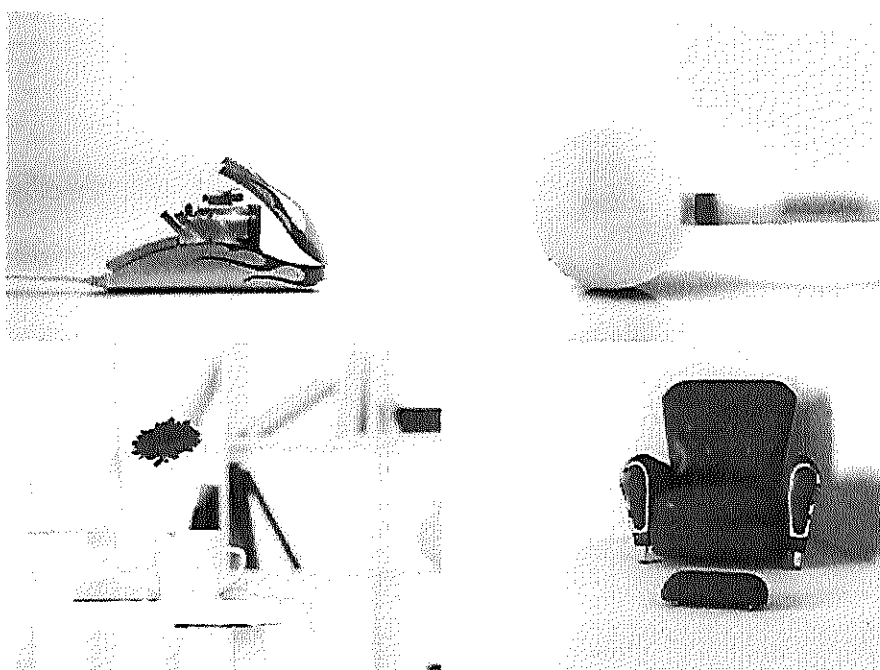
L'Associé unique décide d'affecter bénéfice net de l'exercice s'élevant à 134.857 € en totalité au compte "Report à nouveau".

L'Associé unique précise qu'aucun dividende n'a été mis en distribution au titre des trois derniers exercices.

Extrait certifié conforme
Le Président
La Société ZAMBON INVESTISSEMENTS
représentée par Monsieur Pierre ZAMBON

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes, positioned below the printed text of the president's name and company.

4 bonnes raisons de choisir Altonéo



Audit • Expertise-Comptable • Droit • Conseil • Ressources humaines • Informatique

ALTONEO AUDIT
Siège social :
143 rue de Paris – CS 92107 - 53063 LAVAL Cedex 9
499 885 333 RCS LAVAL

SAS 3 RIVIERES
Rue Albert Einstein
Parc Technopolis
53810 - CHANGE
502 260 276 RCS LAVAL

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

SAS 3 RIVIERES
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'Associée Unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société 3 RIVIERES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note de l'annexe aux comptes annuels joints au présent rapport expose les règles et méthodes comptables relatives aux valeurs immobilisées.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre société, nous avons procédé aux diligences suivantes :

- vérifier le caractère approprié des informations fournies dans les notes de l'annexe,
- analyser le test de dépréciation du fonds de commerce mis en œuvre.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'associée unique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Présidente et dans les autres documents adressés à l'associée unique sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L. 441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Laval, le 11 juin 2018

Le Commissaire aux Comptes

ALTONEO AUDIT

A large, stylized handwritten signature in black ink, starting with a large 'C' and ending with a long horizontal stroke.

Loïc GRANGER
Associé

BILAN ACTIF

	Brut	Amort./Provis.	Net au 31/12/2017	Net au 31/12/2016
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial (1)	487 937		487 937	487 937
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	156 614	110 337	46 277	43 862
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	5 769		5 769	5 769
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	650 319	110 337	539 982	537 568
ACTIF CIRCULANT				
Avances et acomptes versés	700		700	2 929
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	22 457	560	21 897	26 927
Créances diverses	165 764		165 764	125 537
Disponibilités	479 713		479 713	263 605
Charges constatées d'avance (3)	5 640		5 640	8 491
TOTAL ACTIF CIRCULANT	674 273	560	673 714	427 490
TOTAL ACTIF	1 324 593	110 897	1 213 696	965 058
(1) Dont droit au bail			111 000	111 000
(3) Dont à plus d'un an (brut)			90 118	71 248

BILAN PASSIF

	Net au 31/12/2017	Net au 31/12/2016
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	187 000	187 000
Réserve légale	18 700	18 700
Autres réserves	337 298	337 298
Report à nouveau	-123 236	-157 326
<i>Résultat de l'exercice</i>	<i>134 857</i>	<i>34 090</i>
TOTAL CAPITAUX PROPRES	554 619	419 762
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	18 099	33 145
Emprunts et dettes financières divers	120 000	120 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	286 545	204 750
Dettes fiscales et sociales	72 652	76 378
Autres dettes	161 781	111 024
TOTAL DETTES (1)	659 077	545 296
TOTAL PASSIF	1 213 696	965 058
(1) Dont dettes à plus d'un an	2 618	138 070
(1) Dont dettes à moins d'un an	656 459	407 225

COMPTE DE RÉSULTAT

	Du 01/01/2017 au 31/12/2017 (12 mois)	Du 01/01/2016 au 31/12/2016 (12 mois)	Variation	
			Montant	%
Produits d'exploitation				
Production vendue : services	1 263 294	1 188 343	74 951	6,31
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	1 263 294	1 188 343	74 951	6,31
Autres produits d'exploitation				
Reprises / Amort. et Provis. transferts de charge	10 487	10 223	263	2,58
Autres produits	3	11	-7	-68,59
Total des produits d'exploitation	1 273 784	1 198 577	75 207	6,27
Charges d'exploitation				
Autres achats et charges externes	551 056	529 847	21 209	4,00
Impôts, taxes et versements assimilés	13 589	15 166	-1 577	-10,40
Salaires et traitements	437 572	481 628	-44 056	-9,15
Charges sociales	122 682	132 144	-9 462	-7,16
Dotations aux amortissements s/ immobilisation	11 676	15 262	-3 586	-23,49
Dotations aux provisions sur actif circulant	560	441	119	26,91
Autres charges	725	376	349	92,67
Total des charges d'exploitation	1 137 860	1 174 865	-37 005	-3,15
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	135 924	23 712	112 212	473,22
Produits financiers				
Autres intérêts et produits assimilés	2	1	1	109,71
Total des produits financiers	2	1	1	109,71
Charges financières				
Intérêts et charges assimilées	720	1 138	-418	-36,74
Total des charges financières	720	1 138	-418	-36,74
RÉSULTAT FINANCIER	-718	-1 137	419	36,87
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	135 206	22 575	112 631	498,92

COMPTE DE RÉSULTAT

	Du 01/01/2017 au 31/12/2017 (12 mois)	Du 01/01/2016 au 31/12/2016 (12 mois)	Variation	
			Montant	%
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	135 206	22 575	112 631	498,92
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels s/ opérations de gestion		11 667	-11 667	-100,00
Reprises sur provisions et transfert de charges		10 319	-10 319	-100,00
Total des produits exceptionnels		21 985	-21 985	-100,00
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles s/ opérations de gestio	223	10 470	-10 248	-97,87
Charges exceptionnelles s/ opérations en capital	126		126	
Total des charges exceptionnelles	349	10 470	-10 122	-96,67
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-349	11 515	-11 863	-103,03
TOTAL DES PRODUITS	1 273 786	1 220 563	53 223	4,36
TOTAL DES CHARGES	1 138 929	1 186 474	-47 545	-4,01
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	134 857	34 090	100 768	295,60

ANNEXE

■ INTRODUCTION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2017, dont le total est de 1.213.696 Euros et au compte de résultat de l'exercice, dont le total des produits est de 1.273.786 Euros et dégagant un bénéfice de 134.857 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Les notes ou les tableaux ci-après font partie des comptes annuels.

■ RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis en respectant les principes généraux suivants :

- Image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité
- Régularité, sincérité
- Prudence
- Permanence des méthodes

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués par référence à la méthode des coûts historiques.

Les modes et méthodes d'évaluations spécifiques à divers postes des comptes annuels sont décrits ci-après.

Valeurs immobilisées

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et selon les options figurant sous le tableau « Etat de l'actif immobilisé ». Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

L'amortissement économique a été calculé selon les modalités spécifiées pour chacune des catégories sous le tableau « Etat des amortissements ».

En cas d'utilisation de mode ou durée différent sur le plan fiscal, le complément de dotations est porté en amortissement dérogatoire.

Les éléments de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

En application des dispositions de l'article 214-3 du PCG, il résulte un changement de la réglementation en matière d'amortissements des fonds commerciaux depuis le 1er janvier 2016. L'évaluation du fonds de commerce n'a pas généré d'écriture d'amortissements sur l'exercice.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances et les dettes en monnaies étrangères ont été converties et comptabilisées sur la base du dernier cours du change précédant la date de clôture de l'exercice.

Valeurs mobilières de placement

Les titres cotés ou non cotés sont comptabilisés au prix d'achat.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte, non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise, mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leur montant.

Les comptes annuels ont été établis conformément au règlement ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au Plan comptable général homologué par l'arrêté du 26 décembre 2016.

ANNEXE

■ ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

	Valeur au début de l'exercice	Augmentations Acquisitions	Cessions ou mises au rebut	Virement poste à poste	Valeur brute en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Autres postes	487 937				487 937
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	487 937				487 937
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Installations générales	86 532	11 301	12 742		85 091
Matériel de transport	10 273				10 273
Matériel de bureau et informatique, mobilier	61 844	4 003	4 597		61 250
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	158 648	15 305	17 339		156 614
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
Prêts et autres immobilisations financières	5 769				5 769
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	5 769				5 769
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	652 354	15 305	17 339		650 319

ANNEXE

■ ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

	Valeur au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Installations générales	47 482	8 904	11 528	44 857
Matériel de transport	10 273			10 273
Matériel de bureau, informatique et mobilier	57 031	2 773	4 597	55 207
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	114 786	11 676	16 125	110 337
TOTAL DES AMORTISSEMENTS	114 786	11 676	16 125	110 337

Méthodes et durées d'amortissements pratiqués sur les biens neufs :

Poste	Mode d'amortissement	Durée
Autres immobilisations incorporelles :	Consommation temps	sur 1 ans
Installations générales :	Consommation temps	de 5 à 10 ans
Matériel de transport :	Consommation temps	sur 4 ans
Matériel de bureau, informatique et mobilier :	Consommation temps	de 3 à 5 ans

■ ÉTAT DES PROVISIONS

	Montant au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
PROVISIONS POUR DÉPRECIATION				
Comptes clients	441	560	441	560
PROVISIONS POUR DÉPRECIATION	441	560	441	560
TOTAL DES PROVISIONS	441	560	441	560

Dont dotations et reprises d'exploitation

560

441

ANNEXE

■ ÉTAT DES ÉCHEANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	
ÉTAT DES CRÉANCES				
Actif immobilisé				
Autres immobilisations financières	5 769		5 769	
Actif circulant				
Clients douteux ou litigieux	672	672		
Autres créances clients	21 785	21 785		
Etat - Impôts sur les bénéfices	115 556	25 438	90 118	
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	46 292	46 292		
Débiteurs divers	3 916	3 916		
Charges constatées d'avance	5 640	5 640		
TOTAL DES CRÉANCES	199 629	103 743	95 887	
	Montant brut	A 1 an au plus	A + 1 an, 5 ans au +	A plus de 5 ans
ÉTAT DES DETTES				
Empr. & dettes / étab. de crédit à plus d'1 an (1)	18 099	15 481	2 618	
Fournisseurs et comptes rattachés	286 545	286 545		
Personnel et comptes rattachés	11 863	11 863		
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	31 131	31 131		
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	22 840	22 840		
Etat - Autres impôts, taxes et assimilés	6 818	6 818		
Groupe et associés	120 000	120 000		
Autres dettes	161 781	161 781		
TOTAL DES DETTES	659 077	656 459	2 618	
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	15 046			

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

15 046

■ PRODUITS À RECEVOIR

	Montant
Autres créances	5 914
TOTAL DES PRODUITS À RECEVOIR	5 914

ANNEXE

■ CHARGES À PAYER

	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 140
Dettes fiscales et sociales	21 668
TOTAL DES CHARGES À PAYER	54 809

■ CHARGES ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montant
Charges constatées d'avance	
Charges d'exploitation	5 640
TOTAL DES CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	5 640

■ ENGAGEMENTS FINANCIERS

Au profit de	Engagements donnés
	CREDIT AGRICOLE
Intérêts à échoir	324
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNÉS	324

ANNEXE

■ DETTES GARANTIES PAR DES SURETÉS RÉELLES

	Montant
Emprunts à 2 ans maximum	18 099
TOTAL DES DETTES GARANTIES	18 099

NOTE RELATIVE A L'UTILISATION DU CICE (article 244 quater du CGI)

1 - Calcul du CICE

Millésime du CICE	2015	2016	
Montant du CICE de l'entité	23 836,00	24 854,00	25 438,00
Imputation sur l'IS dû	23 836,00	24 854,00	25 438,00

2 - Suivi flux de trésorerie correspondants et de leurs affectations

Exercice comptable	du	01/01/2015	01/01/2016	01/01/2017		
	au	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017		
	date du flux de trésorerie	Millésime CICE	Montant	Montant	Montant	Montant
Imputation sur l'impôt sur les sociétés	31/12/2015	2015	23 836,00	23 836,00		
Imputation sur l'impôt sur les sociétés	31/12/2016	2016	24 854,00		24 854,00	
Imputation sur l'impôt sur les sociétés	31/12/2017	2017	25 438,00			25 438,00

Montant impactant la trésorerie de l'exercice	23 836	24 854,00	25 438
--	---------------	------------------	---------------

Somme(s) ayant permis d'améliorer la compétitivité de l'entreprise par le financement

- de la reconstitution du fond de roulement	23 836,00	24 854,00	25 438,00
---	-----------	-----------	-----------

Montant employé à l'amélioration de la compétitivité	23 836	24 854,00	25 438
---	---------------	------------------	---------------

Observations

Les résultats de la société ont été négatifs sur les exercices 2012, 2013 et 2014. Le CICE a permis de reconstituer une partie du fond de roulement et de réduire le solde du report à nouveau déficitaire, dans l'attente de pouvoir rétablir les équilibres financiers de la société.

L'évolution favorable de l'activité économique et des résultats financiers positifs permettront à 3 RIVIERES de pouvoir réinvestir dans l'amélioration et le développement des moyens de production.